

Madame Rousseau : des mots aux actes, il n'y a, hélas, parfois qu'un pas.

Par Willy Schraen, président de la Fédération nationale des chasseurs.

« Il y a quelques semaines, j'alertais déjà sur les conséquences que peuvent avoir les appels à la confrontation physique avec les chasseurs.

Sandrine Rousseau appelait publiquement à venir dans les forêts et les campagnes pour « empêcher » la chasse et à se tenir « face aux chasseurs, physiquement ».

Personne ne devrait jouer avec ces mots-là, encore moins lorsqu'on est députée de la République.

Aujourd'hui, un incident d'une extrême gravité vient rappeler à quel point le climat autour de la chasse est tendu et inquiétant en ce début de saison.

Selon les premiers éléments qui nous ont été communiqués, des chasseurs participaient à une battue et assuraient, le long d'une route, le panneautage obligatoire destiné à la signaler et à la sécuriser. Une automobiliste aurait alors délibérément visé plusieurs d'entre eux pour, au final, percuter un jeune chasseur.

Le chasseur blessé s'est vu prescrire 21 jours d'incapacité de travail et a déposé plainte. Je lui souhaite un complet rétablissement et exprime toute ma sympathie aux chasseurs présents sur les lieux, qui devraient également porter plainte.

La justice devra évidemment établir les circonstances exactes des faits et les responsabilités de chacun.

Mais je pose une question simple : jusqu'où faudra-t-il aller avant que certains comprennent qu'un désaccord avec la chasse ne peut jamais justifier la confrontation physique avec ceux qui pratiquent une activité parfaitement légale et encadrée ?

On peut combattre la chasse politiquement, mais on ne peut pas transformer les chasseurs en cibles.

Les chasseurs sont des citoyens. Ils ont, comme tous les autres, le droit de pratiquer leur activité sans être intimidés, menacés ou agressés.

Depuis le début de cette polémique, je demande aux chasseurs de ne répondre à aucune provocation, de ne jamais céder à la violence et de saisir systématiquement la justice lorsque les limites sont franchies.

Mais que personne ne confonde notre calme avec de la faiblesse. Nous ne nous laisserons ni intimider, ni menacer, ni agresser.

Lorsqu'on est élu de la République, les mots engagent. Plus les tensions montent, plus la responsabilité impose de les mesurer.

Madame Rousseau, alors que la saison de chasse vient de s'ouvrir, il est temps de renoncer aux appels à la confrontation et d'appeler clairement au calme. C'est, me semble-t-il, le minimum que l'on est en droit d'attendre d'une élue de la République. »